Clio. Femmes, Genre, Histoire

41 | 2015

Le « socialisme réel » à l'épreuve du genre

La question du genre dans la mémoire de femmes en Europe communiste

Sonia Combe

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12444>

DOI : 10.4000/clio.12444

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2015

Pagination : 229-238

ISBN : 9782701194318

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Sonia Combe, « La question du genre dans la mémoire de femmes en Europe communiste », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 17 juin 2017, consulté le 24 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12444> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12444>

Tous droits réservés

Témoignage

La question du genre dans la mémoire de femmes en Europe communiste

Sonia COMBE

Clio avait d'abord proposé à Sonia Combe de commenter un extrait du témoignage de l'Albanaise Liri Belishova recueilli en 1993. À elle, comme à Françoise Thébaud et Sandrine Kott, il a paru ensuite plus intéressant de revenir sur son expérience d'histoire orale en pays communiste et de relire aujourd'hui les témoignages de onze femmes interviewées.

***Clio* – Quelle est votre expérience d'histoire orale en pays communiste ?**

SC : Membre d'une association constituée auprès de la BDIC (Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine) et du CNRS, j'ai effectué plusieurs missions en Europe de l'Est dans les années 1980, puis immédiatement après le changement de régime, au tournant des années 1980-1990. L'objectif de l'association était de collecter la mémoire d'acteurs et témoins d'événements historiques – ou considérés comme tels depuis notre perspective « occidentale » – afin d'en évaluer la distance avec le discours public sur le passé. J'ai personnellement mené plus d'une trentaine d'interviews d'abord en RDA (de 1984 à 1989), puis en Union soviétique (en 1989, 1990 et 1991) et, après le « tournant », en Bulgarie (1992)¹ et Albanie (1993). Sur cette trentaine d'interviews, j'ai recueilli la mémoire de onze femmes.

---

¹ Les femmes que j'ai interviewées en Bulgarie ne font pas partie du corpus analysé ici car elles l'ont été sur un sujet antérieur à la période du communisme (le sort des Juifs dans la Bulgarie alliée du 3^e Reich).

***Clio* – L'histoire orale était-elle une pratique courante ? De la part de chercheurs occidentaux ? D'historiens communistes ?**

SC : Je me permettrai une remarque préliminaire. On sait que les historien.ne.s qui pratiquent l'histoire orale sont le plus souvent des femmes, même si ce sont surtout des hommes qui l'ont tout d'abord impulsée. À titre d'exemples : E.P. Thompson en Grande-Bretagne, Philippe Joutard en France, Lutz Niethammer en RFA. Une fois introduite (non sans mal) dans la méthodologie de l'histoire contemporaine, l'histoire orale est majoritairement devenue une pratique de femmes. Lorsque j'expliquais ma démarche à des historiens est-européens avant la fin du régime communiste, notamment à des professeurs de l'université Humboldt à Berlin [Est], ils avaient une attitude identique à celle de leurs homologues occidentaux à la même époque. La rencontre avec les témoins ne les intéressait que s'il s'agissait de « grands témoins » (hommes politiques) comme si eux seuls étaient dignes d'intérêt. Pour le reste, ils voyaient dans la collecte de témoignages un gadget d'historiennes. De toute façon, la pratique de l'histoire orale n'était pas encouragée dans le bloc communiste où la parole du témoin aurait pu entrer en collision avec la parole d'autorité du Parti. Il existe plusieurs raisons concernant cette pratique « genrée » mais, sans vouloir tomber dans les clichés, on peut avancer que les femmes, plus aptes à exprimer des émotions, sont aussi plus aptes à les recevoir. Or les émotions ne mettent pas seulement un peu de « chair » dans le récit historique comme on le leur concède. Elles permettent aussi de mieux l'interpréter et peuvent être en elles-mêmes sources de connaissance.

***Clio* – Pouvez-vous présenter rapidement les femmes interviewées ?**

SC : En RDA, Dora S., résistante antifasciste (émigrée en France) était journaliste ; Franziska B., qui avait passé toute la guerre à Berlin, était psychologue ; Anneliese F., une protestante qui avait choisi de vivre avec son mari, un pasteur « rouge », en RDA au début des années 1950, était assistante sociale ; Toni K., résistante et survivante d'un camp de concentration, était journaliste ; Rosi W., résistante (émigrée en France), avait été traductrice et Hedda Zinner, antifasciste (émigrée en

URSS), était écrivain. En URSS, Margarita Ivanovna était ballerine et Sarah Mikhailovna, scénariste ; Liza était une ouvrière ukrainienne qui avait été déportée en Sibérie. En Albanie, Helena était une femme du peuple, membre d'une coopérative agricole et Liri Belishova avait été une dignitaire du régime avant d'être exclue, en 1960, du Politburo.

***Clio* – Quelle est votre première réaction à la réécoute de leurs témoignages aujourd'hui ?**

SC : À l'exception de deux entretiens portant sur la vie quotidienne à Moscou dans les années 1930, je n'ai, à mon propre étonnement aujourd'hui, jamais posé à ces femmes de questions relatives à leur rôle ou à leur place spécifique dans la société. De leur côté, elles n'ont pas davantage évoqué cette dimension de leur vie privée ou sociale. On sait que le marxisme avait remis en cause la vision de la naturalisation des rapports sexuels et qu'il régnait dans les pays du « socialisme réel » une sorte de féminisme d'État (principalement basé sur la parité dans l'emploi) supposé donner le change. Si je manquais de curiosité à ce sujet, de leur côté les femmes interrogées semblaient avoir intériorisé le discours dominant. À moins qu'elles aient jugé inutile d'en faire mention car, à la réflexion, leurs réponses reflètent bien le rapport inégalitaire qui continuait à prévaloir.

***Clio* – Que concluez-vous d'une écoute attentive à la dimension du genre ?**

SC : Il apparaît de façon évidente, dans l'itinéraire de ces femmes, un lien entre investissement social et professionnel, adhésion au régime politique et émancipation par rapport à la religion et aux normes de genre. Il est généralement admis que l'émancipation par rapport aux normes de genre va de pair avec l'émancipation de la religion. L'engagement communiste a hâté le processus. Dora S., Toni K., Rosi W. et Hedda Zinner étaient membres du KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands*) dès leur jeunesse, avant la guerre. Issues, pour trois d'entre elles, de familles juives, elles avaient rompu avec le judaïsme bien avant de vivre dans un État athée. Je demande à Dora S. si elle a fait circoncire son fils. Elle rit, « non, bien sûr ». Ses parents n'étaient

pas pratiquants, c'étaient des « Juifs allemands très assimilés ». Toni K. vient au contraire d'un milieu pratiquant. Comme je sais qu'elle a un fils, je lui pose la même question. Elle répond que son mari et elle-même ne voulaient pas circoncire l'enfant, mais qu'il avait eu « un petit problème ». Alors, un médecin l'avait circoncis (c'était en France où elle était réfugiée pendant la guerre, donc dangereux). Je n'ai pas posé la question à Rosi W. Toni K. dit que sa mère, bien que très religieuse, était si généreuse que « c'était une vraie communiste ». Son père, en revanche, aurait été « un véritable père Goriot » qui ne badinait pas avec le respect de la tradition. Un « drame » s'était produit dans la famille : le fils était tombé amoureux d'une « schikse » (fille non juive). Toni K. dit avoir alors encouragé son frère à cacher la vérité à leurs parents : « Tu la places deux-trois mois dans un magasin juif à Francfort, elle apprend quelques mots de yiddish et après, tu l'amènes à la maison ». Elle-même a eu la « chance » de tomber amoureuse d'un Juif, communiste et athée, cela s'entend. Lorsque ces femmes parlent de leur vie privée (on ne peut pas vraiment dire de leur vie sentimentale tant elles sont pudiques, à l'instar de mes questions), elles laissent entendre qu'elles ont vécu avec des compagnons ou avec leurs futurs maris bien avant le mariage². C'était dans les années 1930. Aucune d'elles ne menait, loin de là, une vie d'artiste ou une vie bohème : elles militaient, luttaien et travaillaient. De ce fait, et ayant quitté leur famille ou même rompu avec elle, elles se seraient senties les égales des hommes.

***Clio* – Qu'en est-il de vos interviewées russes et albanaises ? Qu'ont-elles dit de la terreur stalinienne ?**

SC : A la même période, en URSS, Margarita Ivanovna et Sarah Mikhailovna vivaient au contraire une vie bien moins austère, jouissant d'une très grande liberté inconnue jusque-là des jeunes filles³ ! Issues

---

² Pour comprendre l'émancipation sexuelle des jeunes femmes communistes en Allemagne avant-guerre, on lira les mémoires de l'agente soviétique, Ruth Werner, *Sonja's Rapport*, Berlin, Neues Leben, 1977. Sur l'indépendance des jeunes Allemandes moins politisées, voir les romans d'Irmgard Keun.

³ Elles ont été interviewées séparément et ne se connaissaient pas.

toutes deux de la petite ou moyenne bourgeoisie, sans être engagées politiquement, elles s'étaient conformément à l'air du temps éloignées de la religion. Elles évoquent leur indépendance, se souvenant toutes deux d'être sorties régulièrement le soir : « Tout le monde allait alors au théâtre », dit Sarah Mikhailovna en parlant de ces années qui constituent le pic de la terreur stalinienne. Pensant précisément à ce climat, je demande à chacune si elle n'avait pas eu peur en ce temps-là. Peur ? Oui, en effet, toutes deux se souviennent des *bezprizornyyi*, ces enfants des rues qui pouvaient les attaquer lorsqu'elles rentraient tard le soir. Margarita Ivanovna finalement explique :

Nous vivions en vase clos, dans le monde de la danse que nous croyions protégé. Je m'intéressais tellement peu à la politique que je ne pensais qu'à sortir, voir des ballets, organiser des soirées avec des amis. J'avais l'impression d'une formidable liberté, surtout dans les relations amoureuses et, finalement, c'est ce qui comptait le plus pour moi. À comparer avec la jeunesse de ma mère, combien la Révolution m'avait apporté ! C'est bien plus tard que j'ai compris ce qui s'était passé à l'époque.

C'est également dans l'une des pires périodes du stalinisme que la jeune Albanaise, Liri Belishova, vivra ses meilleures années. Elle garde de Moscou en 1952-1954, où elle avait été envoyée faire ses études, un souvenir ébloui : « Moscou, dans ces années-là, pour une jeune Albanaise qui s'était dévoilée dans les montagnes, c'était New-York ! » Musulmane, comme la majorité de la population albanaise, c'est en rejoignant la résistance antifasciste pendant la guerre, à l'âge de 18 ans, qu'elle s'était émancipée de sa famille et de la religion. Je l'ai interviewée au cours de l'été 1993, dans le modeste deux-pièces qu'elle partageait à Tirana avec son mari, survivant comme elle de la répression politique. Nous avons conversé en russe, langue de la dissidence en Albanie à la suite de la rupture avec l'URSS, qu'elle parle avec un plaisir évident et encore très bien, près de quarante ans plus tard.

***Clio* – Pouvez-vous aborder l'investissement professionnel de ces femmes ?**

SC : Avant même de parler des possibilités de travail dans l'une ou l'autre des deux Allemagnes (divisées *de facto* avant même la création des deux États en 1949), c'est la question du logement, et pas

forcément leur appartenance politique, qui a déterminé la plupart des *Reemigranten*, ces Allemands qui avaient fui le 3^e Reich, à opter pour le secteur soviétique et la future RDA. Offrant presque immédiatement formation professionnelle, travail et logement, la RDA a pu attirer ou maintenir sur place une population totalement démunie, un aspect de la politique sociale du SED (*Sozialistische Einheitspartei*, nom du parti communiste à partir de 1946) qui est aujourd'hui souvent minoré. On le retrouve dans les témoignages, principalement, ce qui n'a rien d'étonnant, dans celui des femmes plus enclines à évoquer les contingences matérielles. De retour en Allemagne, Dora S. se met immédiatement au service du Parti et obtient très vite un logement. Rosi W. retourne également en Allemagne peu après la création de la RDA car elle a la garantie d'un toit et d'un travail. Franziska B. et Anneliese F., toutes deux non communistes, s'installent dans le secteur Est parce qu'on leur y propose un travail. Hedda Zinner, qui rentre de l'exil soviétique, bénéficie des possibilités offertes aux artistes et écrivains qui pouvaient se consacrer à temps complet à leur activité créatrice dès lors qu'ils étaient membres d'une union professionnelle. Je ne l'ai malheureusement pas interrogée sur sa condition de femmes (alors que ses romans attestent de son intérêt pour la condition féminine), mais sur la disparition de communistes allemands dans les purges stalinienne lorsqu'elle était en URSS. Je ne saurais jamais si c'était une parade pour éviter de me répondre (c'était avant la chute du Mur) ou si son souvenir le plus prégnant de cette période fut, comme elle me le dit, qu'elle avait accouché de son fils tandis que Dolores Ibarruri (la *Passonaria*), dirigeante du parti communiste espagnol également exilée en URSS, faisait à ce moment le deuil du sien, tombé à Stalingrad. (Les dates concordent et elles logeaient dans le même hôtel, à Oufa, dans l'Oural, où les communistes étrangers avaient été évacués).

Margarita Ivanova et Sarah Mikhailovna ont conservé l'une et l'autre une haute opinion de leur métier respectif. Margarita Ivanovna, à qui le père gagné aux idées social-démocrates avait fait faire des études de sténodactylo dans les années 1920 pour qu'elle puisse toujours subvenir à ses propres besoins, avait plus tard choisi la danse, puis l'enseignement de celle-ci. Sa fille la suivra dans cette voie avec encore plus de chance. Quant à Sarah Mikhailovna,

scénariste aux studios Gorki et dont la fille sera elle-aussi scénariste, elle précise que son activité professionnelle lui donnait l'impression de participer à un réel effort créatif. Elle refuse qu'on ironise sur la qualité des films soviétiques : en matière d'abêtissement culturel, Hollywood remportait à ses yeux encore et toujours la palme. Finalement toutes deux parvenaient à la même conclusion, le sentiment d'avoir eu une vie « remplie » d'où semblait exclue toute trace d'amertume.

Clio – Qui a exprimé de l'amertume ?

SC : Liri Belishova qui, de toutes les femmes interviewées, était celle qui avait accédé aux fonctions les plus élevées dans la société puisqu'elle avait atteint le Politburo. C'était aussi la seule qui avait subi la répression politique *stricto sensu* – si on excepte les deux autres victimes du régime, ces « ennemies du peuple » que furent Liza, qui tomba peu après la fin de la guerre, lors du second pic de terreur stalinienne sous le coup de l'article 58 du code pénal soviétique pour un vol de nourriture dans son usine et Helena, paysanne albanaise, condamnée dans les années soixante-dix pour avoir déclaré plus d'enfants qu'elle n'en avait afin de toucher des allocations familiales, deux femmes pénalisées dans leur rôle de mère nourricière. Helena avait été une deuxième fois condamnée pour avoir vendu son sang sans respecter les délais à différents hôpitaux, se rendant de Vlorë à Sarandë ou à Berat, afin de construire une maison (en torchis) pour ses enfants : « cette maison, c'est mon sang », insistait-elle. N'y voyant tout d'abord qu'une métaphore, j'avais fini par demander à notre interprète qu'elle précise. Helena, pas davantage que Liza, ne s'autorisa cependant une quelconque remarque relative à leur condition de femmes auxquelles incombait la survie de la famille. Les hommes étaient absents de leurs récits et, sentant leur réticence à évoquer la responsabilité ou la démission éventuelle des maris et pères, je ne posai pas de questions sur eux. Leurs récits se ressemblaient : toutes deux s'appliquaient à relater sans pathos leur internement dans un camp en donnant le maximum de détails sur les conditions matérielles ; l'une et l'autre parlaient visiblement pour la première fois de ce passé, l'attention dont témoignaient leurs enfants

et petits-enfants rassemblés pour l'occasion autour d'elles lors de l'entretien ne laissait pas de doute à ce sujet. J'ai le souvenir que le silence de ces derniers rendit ces entretiens plus émouvants encore.

***Cléo* – Pouvez-vous revenir plus longuement sur Liri Belishova ?**

SC : À plus d'un titre, le cas de Liri Belishova peut être considéré comme emblématique de l'ambivalence du statut des femmes en régime communiste et de la faillite de ses promesses. Résistante de la première heure, Liri Belishova explique avoir été exclue du Politburo pour s'être opposée à la rupture avec l'URSS et au rapprochement avec la Chine opéré par l'Albanie d'Enver Hodja au cours de ce *grand hiver* de 1960, thème d'un des premiers romans d'Ismail Kadaré⁴. Selon elle, sans l'aide de l'URSS, l'Albanie socialiste ne pouvait subsister. Mais elle raconte surtout ses 31 années de relégation⁵, une série de sanctions qui vont crescendo :

Après avoir été exclue du Politburo, j'ai d'abord été envoyée dans le sud pour être institutrice et mon mari, qui était ministre de l'Agriculture, a été envoyé diriger une ferme. On est resté trois mois puis on nous a envoyés en exil dans un petit village de montagne. Là encore on est restés trois mois, avec ma mère et nos 4 enfants ; enfin on nous a envoyés dans une île, près de Vlorë. On y a vécu pendant 10 ans, seul mon mari a pu travailler, moi je n'étais pas autorisée ; il nous était aussi interdit d'avoir des contacts avec la population locale. Nos enfants aînés nous ont été retirés et ont eu la permission de nous rendre visite seulement en hiver. Puis mon mari a été à nouveau condamné à dix ans de prison. J'ai demandé à travailler et à garder les enfants. On m'a envoyée avec les plus jeunes enfants dans un village près d'Elbasan où j'ai passé dix ans comme manutentionnaire dans un magasin de fruits et de légumes. Mon frère aussi a été en prison. Je n'avais que mes deux derniers enfants avec moi. Mon fils, quoique très bon à l'école, n'a pas pu aller à l'université ; après son service militaire il est retourné au village, près de moi, et il a travaillé comme mécanicien pour tracteurs ; ma fille, elle aussi était une bonne élève. Un jour elle est tombée malade. Elle est morte à l'hôpital de

⁴ Dans son livre *Le Grand hiver* (Fayard, 1978), Ismail Kadaré lui accorde quelques pages sans jamais citer son nom.

⁵ La relégation était l'une des formes de la répression. Elle concernait généralement toute la famille de la personne condamnée, si ce n'est tout son « clan » (famille élargie).

Tirana, elle est morte seule, la nuit, personne n'avait eu le droit de lui rendre visite. Pourquoi ça ?

L'évocation de la mort de sa fille sera le seul moment où Liri Belishova manifesterait de la tristesse. Liri Belishova ne se plaint pas, elle se bat. Libérée à la chute du régime, en 1991, sur l'intervention du secrétaire général de l'ONU Perez de Cuellar, elle a aussitôt entrepris de contester la loi qui attribue des réparations aux victimes du système communiste de façon injuste selon elle :

J'ai été condamnée alors que j'étais innocente. Nous avons perdu notre vie, nos enfants ont dû subir ces épreuves terribles [...] et maintenant la loi qui vient d'être votée exclut des réparations ceux qui, parmi les réprimés, avaient fait partie de la nomenclature. C'est de la discrimination ! [...] C'est injuste car lorsque nous étions communistes, nous avions un idéal et nous avons combattu de façon héroïque, pas seulement pour sauver notre pays mais contre le fascisme partout ; nous n'étions pas les seuls, beaucoup d'intellectuels en Europe croyaient comme nous (Joliot-Curie, Bernard Shaw, Romain Rolland...) et puis, quand on a vu comment ça se passait en réalité, on a lutté contre la dictature. Pour Enver Hodja, nous étions de dangereux dissidents. C'est pour cela qu'il a été si cruel. Il avait établi des listes de gens à fusiller, mon mari l'a appris en prison, alors que j'étais membre du Politburo, je ne savais pas que je figurais sur cette liste !

L'histoire est probablement plus complexe. On est en droit de penser que Liri Belishova au pouvoir ne fut pas tendre elle-même envers les « ennemis du peuple ». S'est-elle opposée à la rupture avec l'URSS par fidélité au Moscou de sa jeunesse, parce que l'idéal communiste était bafoué ou bien par erreur de calcul et ambition comme ses détracteurs et Kadaré dans son roman le laissent entendre ? Elle dit aujourd'hui avoir été soulagée par la reconnaissance des crimes de Staline lors du 20^e congrès du parti communiste de l'URSS, en 1956, tandis qu'à l'inverse Enver Hodja n'y avait vu, comme il l'avait écrit dans ses mémoires, qu'un « ramassis d'accusations immondes ourdies par Khrouchtchev contre Staline ».

« Femme-alibi » au sein du Politburo, Liri Belishova fut loin de n'être que cela. Ce n'est pas le mariage qui, à l'instar d'une Margot Honecker en RDA ou d'une Elena Ceaucescu en Roumanie, l'aurait propulsée vers les sommets du pouvoir. Si son mari devint ministre de l'Agriculture, ce fut vraisemblablement grâce à elle. Lui aussi avait

fait ses études en URSS et, lors de notre entretien, il était resté en retrait, soufflant à sa femme de temps en temps un mot qui lui aurait manqué en russe. À l'évidence, dans le couple, c'est elle qui tenait les rênes. Avait-elle tenté d'en faire de même au sein du Politburo et d'évincer Enver Hodja ? Ce fut mon hypothèse lorsque je relatais son histoire à l'issue de notre rencontre.

Seule femme du Politburo, Liri Belishova fut aussi l'une des rares figures d'une dissidence albanaise pratiquement inexistante (comment aurait-il pu en être autrement, la répression y était féroce). Mais pour l'heure, personne ne lui en rend hommage. Les communistes dissidents n'intéressent pas et, d'autre part, l'étude du passé n'a pas encore intégré le genre comme grille d'analyse. Pourtant, si Liri Belishova n'aborda pas au cours de notre entretien la question de son statut au sein des lieux de pouvoir, on pouvait deviner derrière les verres épais de ses lunettes la détermination de ces femmes auxquelles le communisme avait fait briller l'espoir de l'égalité entre les sexes. Des femmes, en fin de compte, doublement flouées.